

Interview de Michel Fayad par Arnaud Benedetti : « Le risque d'incidents graves contre la Finul, les civils et l'armée libanaise reste élevé »

[Arnaud Benedetti](#)

1/ La mort du sergent-chef Florian Montorio, tué en embuscade au Sud-Liban, s'inscrit-elle dans un processus d'escalade ? Faut-il craindre d'autres actions de ce type ?

Cette mort n'est pas un accident de parcours. C'est un acte délibéré – la FINUL elle-même l'a qualifié d'attaque « intentionnelle » – commis par un groupe armé agissant selon toute vraisemblance pour le compte du Hezbollah, moins de 48 heures après l'entrée en vigueur d'une trêve censée ouvrir une fenêtre diplomatique. Le message est clair : le Hezbollah refuse que les Casques bleus exercent librement leur mandat, c'est-à-dire aider l'armée libanaise à désarmer une milice qui n'a jamais accepté de l'être.

Ce n'est pas isolé. C'est la deuxième fois en quelques semaines qu'un soldat français tombe sous les coups d'un proxy iranien – le premier était l'adjudant-chef Arnaud Frion, tué par les Hachd al-Chaabi en Irak. Les deux organisations reçoivent leurs ordres de la même source : la Force al-Qods des Gardiens de la Révolution islamique. Même théâtres différents, même commanditaire.

Faut-il craindre d'autres actions ? Oui, et pour une raison structurelle. Le Hezbollah fonctionne depuis des années selon une logique de cellules semi-autonomes, capables d'agir sans ordre central. Même affaiblie, même décapitée par deux années de guerre, l'organisation conserve des franges incontrôlées – ou dont le « manque de contrôle » est lui-même une stratégie de déni. Nous en avons eu la preuve le même jour à Marjayoun, village chrétien du Sud-Liban, où des hommes armés du Hezbollah ont incendié un poste de garde de jeunes civils et menacé de mort un habitant sur la route de Kokaba — sans que l'armée libanaise présente sur place intervienne.

Tant que le cessez-le-feu de dix jours ne se transforme pas en accord politique consolidé, le risque d'incidents graves contre la FINUL, contre des civils et contre l'armée libanaise reste très élevé.

2/ La France et les Européens doivent-ils s'engager plus avant dans l'aide à l'État libanais pour désarmer le Hezbollah ?

Oui – mais avec une lucidité totale sur ce que cet engagement peut et ne peut pas faire.

Le cadre juridique existe depuis vingt ans : la résolution 1701 du Conseil de sécurité exige que seule l'armée libanaise soit présente au sud du Litani. Le cessez-le-feu du 16 avril le réaffirme explicitement. La mort d'un de nos soldats donne à la France une légitimité renouvelée – et une responsabilité accrue – pour en exiger l'application. La France est co-auteure de la 1701, membre permanent du Conseil de sécurité, première contributrice européenne à la FINUL. Elle ne peut pas se contenter de condamner et d'enterrer ses morts.

Mais soyons précis sur ce que cela signifie concrètement. Il ne s'agit pas d'affronter militairement le Hezbollah à la place de l'armée libanaise – ce serait une catastrophe. Il s'agit de donner à cette armée les moyens de remplir son mandat : formation, équipement, capacités antiaériennes pour dissuader les violations israéliennes du ciel libanais, et soutien à un dialogue politique interlibanais qui rende le désarmement possible sans déclencher une nouvelle guerre civile.

La conférence de soutien à l'armée libanaise que la France s'est engagée à organiser est dans ce contexte un moment décisif. Il faut y associer pleinement les Européens et conditionner l'aide économique à des progrès mesurables sur le monopole de la force par l'État. Et lier cet engagement à une exigence symétrique vis-à-vis d'Israël : le désarmement du Hezbollah ne sera crédible que si la souveraineté libanaise est respectée, y compris dans son espace aérien et au sud du Litani.

Il y a enfin une dimension que l'on sous-estime dangereusement : la menace sunnite aux frontières est et nord du Liban. La Syrie dirigée depuis décembre 2024 par Ahmad el-Charaa – un djihadiste dont le bilan envers les minorités chrétiennes, druzes, kurdes et alaouites de Syrie est déjà éloquent – représente un danger croissant pour un Liban exsangue. Renforcer l'armée libanaise, c'est construire une digue contre une double menace islamiste, chiite et sunnite simultanément.

3/ Quelles suites peut-on anticiper pour les opérations israéliennes dans les jours à venir ?

Israël a accepté la trêve de dix jours, mais sans renoncer à rien d'essentiel. Netanyahu a été explicite : les troupes israéliennes restent déployées dans une zone tampon de dix kilomètres au sud du Litani. L'armée a établi une « ligne jaune » de démarcation – concept directement calqué sur Gaza – et s'est réservé le droit de frapper toute menace « imminente », même pendant la trêve. Le cessez-le-feu est une pause opérationnelle, pas un retrait politique.

Dans les jours qui viennent, on peut anticiper trois choses. D'abord, le maintien des positions israéliennes au Sud-Liban avec des frappes ponctuelles invoquant la légitime défense – nous en avons eu les premières illustrations dès le lendemain de la trêve.

Ensuite, une pression diplomatique constante pour imposer le désarmement du Hezbollah comme préalable à tout retrait : c'est la position d'Israël, partagée par Washington, que Beyrouth ne peut ignorer. Enfin, une surveillance étroite du comportement du Hezbollah : le moindre tir de roquette fournirait à Israël le prétexte pour reprendre les opérations à grande échelle.

Le facteur déterminant reste la discipline interne du Hezbollah. C'est paradoxalement le scénario le plus dangereux : non pas une décision stratégique d'escalade assumée par la direction, mais une perte de contrôle partielle de cellules autonomisées par deux ans de guerre – comme l'embuscade contre nos soldats le démontre. Une étincelle incontrôlée suffirait à embraser à nouveau un Sud-Liban que plus d'un million de déplacés tentent précisément de rejoindre en ce moment.

La fenêtre diplomatique est étroite. Si les négociations sous médiation américaine n'aboutissent pas à un cadre crédible sur les deux points de blocage – retrait israélien et désarmement du Hezbollah – avant l'expiration de la trêve, la reprise des hostilités à grande échelle devient un scénario probable.